DIAL 2540

VENEZUELA - Chávez sous pression : le mécontentement augmente contre le président

Andrés Cañizalez, José Zambrano

samedi 16 mars 2002, mis en ligne par Dial

La situation au Venezuela donne lieu à des positions très polarisées, entre les pro-Chávez et les anti-Chávez, à des manifestations de rue qui s'appellent et se répondent les unes aux autres. Des chefs militaires ont pris publiquement position contre le président. Celui-ci ne plaît pas aux États-Unis. La situation économique est difficile et les irritations du président irritent à leur tour... Il n'en reste pas moins que Chávez a été élu démocratiquement et qu'il est toujours inquiétant de voir certains brandir la menace d'un renversement contraire aux lois d'un État de droit. Ci-dessous, les points de vue d'Andrés Cañizalez, paru dans Noticias Aliadas*, 20 février 2002 et de José Zambrano,* IPS*, janvier 2002.*

Début février, le président vénézuélien Hugo Chávez a organisé pendant plusieurs jours un ensemble de festivités en plusieurs endroits du pays pour célébrer ses trois années au pouvoir le 2 février. Deux jours plus tard, il a commémoré avec un jour férié officiel la première décennie de la rébellion militaire manquée qui l'a catapulté dans la politique.

Mais les jours suivants, ce ne sont pas des bruits de fête qui se sont fait entendre, mais des signaux d'alarme. L'ensemble d'événements qui ont eu lieu entre le 6 et le 13 février ont à nouveau attiré l'attention sur Chávez, qui apparaît maintenant harcelé de différents côtés. Pour l'analyste Manuel Felipe Sierra, Chávez affronte la pire épreuve de ses trois années de gouvernement, à cause de la conjonction de facteurs intérieurs et internationaux et parce que le gouvernement tend à être plus isolé.

Sur le plan international, le sujet le plus préoccupant est l'attitude des États-Unis qui, par la voix de fonctionnaires de haut rang - le secrétaire d'Etat et le directeur de la CIA, entre autres - ont exprimé leur malaise face au style de Chávez et ont critiqué la position vénézuélienne sur la lutte contre le terrorisme qui s'est déchaînée après les attaques du 11 septembre contre les États-Unis. Quatre déclarations de hauts fonctionnaires des États-Unis à propos du Venezuela, en une semaine, montrent que le gouvernement de Chávez "est observé" par Washington, selon les analystes, bien que jusqu'à présent le ton de la critique des États-Unis ait été mesuré.

Le porte-parole du département d'État, Richard Boucher, a confirmé que les États-Unis "suivent avec attention les événements au Venezuela" et espèrent que "la situation évolue d'une manière démocratique", et il a précisé que les autorités de Washington ont demandé à Chávez "de respecter les institutions démocratiques".

Depuis la fin de l'année 2001, les manifestations de rue sont fréquentes, et dans de nombreux cas les partisans de Chávez n'ont pas eu l'initiative mais ont plutôt dû répondre. Selon Sierra, "Chávez fait face à une situation complexe de haute tension politique ; après trois ans de direction hégémonique est apparue une plate-forme de forces et d'acteurs d'opposition, plus sociaux que politiques, de caractère très hétérogène". Teodoro Petkoff, directeur du journal du soir Tal Cual, a déclaré de son côté qu' "il est

important que la mobilisation populaire continue à apporter sa marque distinctive dans la recherche de solutions. La rue a été une scène décisive."

Le 7 février, pendant la visite du secrétaire exécutif de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, Santiago Canton, il y a eu une manifestation pour la liberté d'expression. La visite de Canton a eu lieu un mois après que des sympathisants ont manifesté contre le journal El Nacional, en les accusant de "mentir" pour avoir parlé d'un cacerolazo - un concert de casseroles - contre le président.

Un catalyseur des mobilisations de la rue à Caracas a été la surprenante apparition du colonel d'aviation Pedro Soto dans cette manifestation, pour réclamer la démission de Chávez et critiquer l'usage politique des forces armées par le gouvernement. Une manifestation dans une avenue fréquentée de Caracas a empêché la détention de Soto après sa déclaration explosive qui soulève la question : représente-t-il un état d'esprit à l'intérieur des forces armées ?

Bien que Soto dise représenter 75 % des officiers, il s'est présenté seul et a refusé de donner des noms de militaires mécontents de Chávez.

Ensuite, Pedro Flores, capitaine de la Garde nationale, s'est joint à lui. Bien qu'ils n'aient pas été arrêtés, tous deux sont aux prises avec des procédures internes qui pourraient entraîner leur sortie des forces armées. Le 18 février, le contre-amiral Carlos Molina Tamayo s'est joint aux protestataires, en se déclarant aussi en rébellion et en demandant la démission de Chávez.

L'appui militaire est crucial pour le gouvernement. Chávez est un militaire en retraite qui ne possède pas une organisation politique solide, puisque son parti, le Mouvement Cinquième République (MVR), a été créé dans un but expressément électoral et rassemble un ensemble hétérogène d'acteurs politiques et de militaires en retraite. Un nombre important de postes de confiance de Chávez dans l'exécutif est aujourd'hui occupé par des militaires en activité ou à la retraite.

L'opposition au gouvernement s'est exprimée publiquement de manière massive, mais c'est une masse hétérogène, sans commandement clair et qui peut amalgamer des organisations de la société civile, des partis politiques et des syndicats. Selon Arturo Sosa, politologue et provincial des jésuites au Venezuela, le climat politique de confrontation et d'effervescence qui s'est manifesté ces dernières semaines "est insoutenable si nous considérons que Chávez a encore devant lui la plus grande partie de son temps de gouvernement". Il y a trois ans que le chef de l'État est au pouvoir, mais en raison d'une série de réformes institutionnelles et de la nouvelle Constitution, il a fait en réalité un an et demi de son deuxième mandat de six ans, après avoir été réélu en juillet 2000.

La situation économique délicate pourrait devenir le talon d'Achille de Chávez. Le gouvernement, qui a refusé d'appliquer un accord économique pour des raisons politiques, a finalement annoncé le 12 février un plan de compression des dépenses, d'augmentation des impôts et de flottement des changes, applaudi par le Fonds monétaire international. Mais plusieurs analystes ont considéré que les mesures étaient insuffisantes et, comme première réaction du marché, la cotation du dollar a augmenté de 30 %.

Francisco Rodriguez, le chef du conseil économique du Parlement, a déclaré que ces mesures auraient dû être prises plus tôt et que maintenant "l'accord est plus difficile parce que sa mise en oeuvre a été retardée."

Selon Chávez, la prévision des revenus du budget 2002 a été amputée de 22 %, tandis qu'on espère récolter 1,7 milliard de dollars supplémentaires avec un nouvel impôt sur les transactions bancaires, ainsi que 1,3 milliard de dollars avec l'augmentation de l'impôt sur les ventes. Le gouvernement disposera aussi de 2,5 milliards de dollars placés dans un fonds spécial, dit de stabilisation macro-économique.

Selon les calculs du bureau du conseil du parlement, le déficit fiscal de cette année pourrait être supérieur à 4 milliards de dollars, malgré le plan annoncé par Chávez, à cause de la baisse du prix du pétrole depuis le troisième trimestre de 2001 et de l'augmentation des dépenses publiques dans les trois dernières années.

Selon Sosa, le climat politique a affecté l'économie de manière négative et "Chávez devrait engager le dialogue et l'entente avec divers secteurs" pour pouvoir améliorer sa gestion.

Noticias Aliadas, 20 février 2002

***

Un président gênant pour les États-Unis

Les mauvaises fréquentations de Chávez

Le secrétaire d'Etat Powell a critiqué les visites faites par Chávez dans des pays avec lesquels les États-Unis s'affrontent quotidiennement, comme Cuba, la Libye, l'Iran et l'Irak. Ces trois derniers sont, comme le Venezuela, membres de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP). Powell a répondu aux questions du sénateur Jesse Helms, de l'aile droite du parti républicain au pouvoir : "Nous avons directement exprimé notre désaccord (avec Chávez) sur certains de ses actes politiques et il a compris que c'était quelque chose qui altérait sérieusement nos relations."

Un ex-ambassadeur vénézuélien, qui a demandé l'anonymat, a précisé à IPS que ce genre de dialogues publics entre un secrétaire d'Etat et un comité sénatorial sont souvent convenus et préparés, ce qui montre l'intention de Washington de souligner les différends avec Chávez. Le secrétaire d'Etat adjoint, Carl Ford, a ensuite déclaré qu'il existe des indices que Chávez a sympathisé avec des organisations colombiennes insurgées, qualifiées de terroristes sur la liste du département d'État des États-Unis et qu'il les aide. "Nous allons observer avec beaucoup d'attention" le Venezuela et son président, a-t-il ajouté.

Le respect nécessaire de la démocratie

Le 4 février 1992, Chávez, alors lieutenant-colonel de l'armée, a dirigé un putsch manqué qui a fait 17 morts. Bien que militairement vaincu, il a obtenu un succès politique retentissant, en étant élu avec 56 % des votes en décembre 1998. Le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA) a mis en garde contre les tentatives de renier l'ordre constitutionnel du Venezuela au moyen d'un soulèvement militaire, que des politiciens de l'opposition considèrent comme l'unique alternative. "Le président Hugo Chávez a été élu démocratiquement, aussi est-il inacceptable qu'un officier des forces armées prétende aujourd'hui désavouer les normes de l'État de droit" a déclaré Gaviria, de nationalité colombienne. "Les démocraties qui se sont construites avec tant d'efforts dans l'hémisphère possèdent des mécanismes pour que les gens défendent leurs droits et contrôlent le gouvernement, et la démocratie vénézuélienne n'est pas une exception" a-t-il ajouté. Le ministre de Affaires étrangères du Venezuela, Luis Alfonso Davila, a envoyé un message de remerciement à Gaviria. La presse de Caracas a dévoilé que les responsables du département d'État sont, en revanche, "extrêmement irrités" par le baume offert à Chávez par le chef de l'OEA.

IPS, 11 janvier 2002

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2540.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : voir à la fin de chaque texte.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.